

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article967>

Inquiétude en Indonésie avec un projet sur le renseignement militaire

- Renseignement - International -



Date de mise en ligne : vendredi 28 octobre 2005

Spyworld Actu

Confrontée aux difficultés de pister des dgroupuscules terroristes, l'Indonésie envisage de réactiver son ancien réseau de renseignement militaire. Ce projet effraie ceux qui n'ont pas oublié les abus du régime autocratique de Suharto.

Le président indonésien Susilo Bambang Yudhoyono, un ancien général, est en faveur de cette réforme très controversée, ainsi que le ministre de la Défense, Widodo Adisucipto.

Bientôt un mois après les attentats-suicides à Bali, qui ont fait vingt morts le soir du 1er octobre, l'enquête policière est enlisée.

Alors que les têtes aisément reconnaissables des trois kamikazes ont été largement diffusées, les policiers ne sont même pas parvenus à les identifier.

M. Yudhoyono est persuadé qu'un "maillage" plus resserré du territoire, grâce aux militaires, permettrait une meilleure remontée des indices et des informations utiles.

L'armée a d'elle-même offert son assistance après les attaques-suicides de Bali. L'état-major a annoncé que 37.000 soldats dont mille à Jakarta étaient prêts à rejoindre le réseau de renseignement.

Munarman, directeur de la Fondation d'assistance juridique et des droits de l'Homme, affirme que cette mesure bafouerait les droits fondamentaux des 220 millions d'Indonésiens.

"Cela violera tous les principes en vigueur dans un pays démocratique, qui interdisent toute implication des militaires dans le contrôle des activités de la société", assure-t-il.

Sous le régime de Suharto, qui a dirigé 32 ans l'Indonésie jusqu'en 1998, l'armée avait tissé un réseau de "correspondants" présents jusqu'au niveau des comités de quartiers.

Ce système connu sous l'acronyme de "Koter" (commandement territorial) a permis au gouvernement central de réprimer toute velléité critique dans l'archipel en proie à de nombreuses tensions ethniques, confessionnelles ou séparatistes.

Mais les militaires ont aussi été accusés de nombreuses atteintes aux droits de l'Homme, allant de détentions arbitraires aux exécutions extra-judiciaires.

"Je pense que ce concept est tout à fait inadapté à la guerre contre le terrorisme", estime Asmara Nababan, un analyste de l'Institut d'études de la démocratie et des droits de l'Homme.

"Il s'agit d'un stratagème de l'armée afin de s'engager à nouveau dans des aspects socio-politiques de l'Indonésie et non pas de défense", dénonce-t-il.

Des voix se sont élevées également au Parlement pour condamner le projet. Le président de l'assemblée, Hidayat Nur Wahid, a mis en garde : "Des mesures trop répressives causeront sur le terrain une autre forme de terreur".

Les lois antiterroristes "ont besoin d'être renforcées", réplique le porte-parole présidentiel Dino Patti Djalal, en insistant sur l'étendue de l'archipel de 5.000 kilomètres de long.

"Le commandement territorial est le seul mécanisme dans le pays qui nous permette de détecter des menaces sur notre sécurité dans des zones reculées, dans des villages, dans des endroits où le gouvernement n'a jamais accès", explique-t-il.

M. Djalal reconnaît que "par le passé le commandement territorial a été détourné pour des motivations politiques". Il assure que sa réactivation ne signifiera pas "un retour aux anciens temps".

Selon lui le président Yudhoyono "veillera à ce que le commandement territorial serve complètement et uniquement à contrôler des comportements suspects en terme de sécurité".

Selon d'autres experts, la réactivation du "réseau territorial" est un cadeau fait aux militaires en compensation du sacrifice qu'ils ont dû consentir en quittant à contrecœur la province séparatiste d'Aceh, où les rebelles qu'ils combattaient sont désormais amnistiés.